

Nations Unies
**ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE**

VINGT-TROISIÈME SESSION

Documents officiels



**DEUXIÈME COMMISSION, 1190^e
SÉANCE**

Lundi 14 octobre 1968,
à 15 h 20

NEW YORK

SOMMAIRE

Page

<i>Déclarations générales (suite)</i>	
<i>Point 37 de l'ordre du jour:</i>	
<i>Décennie des Nations Unies pour le dévelop-</i>	1
<i>pement: rapport du Secrétaire général</i>	
<i>(suite)</i>	

Président: M. Richard M. AKWEI (Ghana).

DECLARATIONS GENERALES (suite)

et

POINT 37 DE L'ORDRE DU JOUR

Décennie des Nations Unies pour le développement:
rapport du Secrétaire général (suite) [A/7203,
chap. III; A/7251, E/4496, E/AC.54/L.25, E/AC.54/
L.28, E/AC.54/L.29/Rev.1, E/AC.54/L.30, E/
AC.54/L.31, TD/B/186/Rev.1]

1. M. LAWREY (Australie) dit que les progrès limités réalisés pendant la première Décennie des Nations Unies pour le développement en vue de l'instauration d'un ordre mondial plus rationnel et plus stable et les avantages permanents relativement maigres tirés de l'aide et de la coopération économiques, pourtant intensives ces derniers temps, concourent à engendrer un sentiment général de déconvenue, tant dans les pays développés que dans les pays en voie de développement. Le fait que la deuxième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) n'a pas produit de meilleurs résultats n'a fait que renforcer cette impression. Comme le Ministre des affaires extérieures de l'Australie l'a déjà précisé devant l'Assemblée générale (voir 1687^{ème} séance plénière, par. 107), le Gouvernement australien estime que le problème doit être abordé de trois façons différentes: premièrement, il importe de ne pas réduire le volume de l'aide internationale; deuxièmement, cette aide doit être fournie sous les formes les plus appropriées et utilisée le plus judicieusement possible; troisièmement, la fourniture d'une assistance internationale ne suffira pas à résoudre les problèmes fondamentaux qui sont à l'origine des besoins d'une telle assistance.

2. Il est urgent de s'attaquer aux causes profondes du déséquilibre économique. A l'heure actuelle, les pays en voie de développement ont à faire face, d'une part, à un ralentissement inquiétant de l'aide qui leur est fournie par certains pays développés et, d'autre part, à la menace d'une crise imminente, imputable au service de plus en plus lourd de leur

dette extérieure. La situation est pour eux d'autant plus grave qu'ils sont en général loin d'être en mesure de se suffire à eux-mêmes sur le plan économique et que leur situation commerciale est encore précaire. En fait, les termes de l'échange dans les pays en voie de développement ont accusé un fléchissement de 11 p. 100 par rapport au milieu de la décennie 1950-1960, et le taux d'expansion de leurs exportations n'est encore que de 4 p. 100, contre 9 p. 100 pour les pays industrialisés. L'Australie, dont les recettes d'exportation proviennent principalement de l'agriculture et de l'industrie extractive, est bien placée pour comprendre les problèmes du commerce des produits primaires des pays en voie de développement.

3. D'autre part, le courant des capitaux affectés au développement soulève également un problème de majeure importance. En effet, les pays industrialisés ont tendance, pour rétablir l'équilibre de leur balance des paiements, à limiter les sorties de capitaux. La politique des pays développés et leur coopération mutuelle en matière de mouvements de capitaux peuvent donc avoir indirectement pour effet de scinder encore davantage l'économie mondiale en deux groupes. Si l'on veut réduire l'écart qui sépare ces deux groupes, il est nécessaire d'évaluer la situation économique mondiale dans son ensemble. A cet égard, la délégation australienne attend avec intérêt les résultats des études entreprises dans ce domaine par la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) et par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD).

4. C'est dans une action complémentaire, évoquée par le représentant de Ceylan à la 1186^{ème} séance et qui doit être entreprise aussi bien par les pays développés que par les pays en voie de développement, qu'il faut rechercher une solution aux problèmes les plus importants. C'est en eux-mêmes que les pays en voie de développement doivent trouver l'élan qui leur permettra de se développer, et plusieurs représentants du tiers monde l'ont déjà courageusement reconnu au cours de la discussion. Il importe avant tout d'aborder le problème du développement avec réalisme et pragmatisme, et de résister aux tentations de l'abstraction et de la généralisation. En dernière analyse, les solutions sont fonction des mesures prises par les gouvernements, chacun d'entre eux tenant compte de ses propres problèmes et de ses propres possibilités. Il serait souhaitable, dans ce domaine, qu'un dialogue s'engage entre les différents pays, encouragé par les organismes des Nations Unies intéressés, et qu'une action collective soit entreprise au sein des Nations Unies et des institutions spécialisées, afin de guider et d'aider les gouvernements dans la voie du développement.

5. C'est dans une perspective essentiellement pratique et dans une optique à long terme que l'Australie conçoit son assistance internationale. Le niveau de celle-ci augmente régulièrement, à un rythme chaque année plus rapide que le taux d'accroissement du revenu national. Au cours de l'exercice financier 1967-1968, elle représentait 0,79 p. 100 du revenu national et pendant l'exercice 1968-1969, elle atteindra 173 millions de dollars, soit 11 p. 100 de plus que l'année précédente. L'aide financière fournie par l'Australie au Papua dépasse actuellement 100 millions de dollars par an. Proportionnellement au revenu national et au revenu par habitant, l'Australie se trouve donc être l'un des plus importants fournisseurs d'aide extérieure. D'autre part, dans le domaine du commerce, l'Australie a accordé un certain nombre de préférences tarifaires non réciproques pour quelques produits manufacturés et semi-finis en provenance de pays en voie de développement.

6. En matière de développement, l'action se situe à trois niveaux différents: au niveau national, au niveau multilatéral et au niveau régional. Ces trois aspects sont étroitement liés, mais l'action régionale présente une importance particulière. La délégation australienne, s'associant à un certain nombre d'autres délégations, souligne qu'il serait bon de tirer parti au maximum de l'expérience et des connaissances acquises par les commissions économiques régionales. La Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient, en particulier, a déjà rendu de précieux services dans ce domaine aux pays de la région. D'autre part, la Banque asiatique de développement, à laquelle l'Australie contribue par une large part, donne un excellent exemple du type d'organisme régional dont les services pourraient se révéler fort utiles. En matière d'assistance, la région dont fait partie l'Australie est loin de pouvoir se suffire à elle-même, et il est essentiel que les organisations multilatérales s'intéressant au développement tiennent dûment compte de l'Asie lorsqu'elles envisagent d'élargir leur champ d'activité. Toutefois, les décisions et les mesures prises par les Nations Unies ne doivent pas risquer d'entraver les activités des organismes régionaux, qui sont les mieux placés pour comprendre les problèmes propres à cette région du monde, et toute action dans ce domaine devra être entreprise en étroite coopération avec les organismes intéressés. A cet égard, l'on devrait peut-être s'efforcer de décentraliser les activités de manière à accroître le rôle des commissions économiques régionales et autres organismes régionaux.

7. L'application de la science et de la technique au développement est un aspect relativement nouveau de l'action internationale, qui remonte sans doute à une initiative prise il y a 10 ans à l'Assemblée générale par le Ministre des affaires extérieures de l'Australie. Le rapport établi en 1967 par le Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement et intitulé Alimentation de la population mondiale en expansion: action internationale pour écarter la menace d'une crise des protéines^{1/} donne une excellente illustration des travaux réalisés dans ce domaine. La délégation australienne considère qu'il est indispensable que les pro-

grès scientifiques réalisés soient mis à la portée des pays en voie de développement.

8. Se référant au cadre institutionnel dans lequel s'inscrivent les efforts de développement, le représentant de l'Australie rappelle que la Charte des Nations Unies prévoyait expressément, à l'origine, la création d'un certain nombre d'organismes. D'autres, dont certains sont d'une utilité incontestable, en particulier la CNUCED, ont été institués par la suite. Toutefois, des organismes nouveaux ne doivent pas proliférer au point de se concurrencer, et il importe à cet égard d'utiliser pleinement les institutions existantes, qui sont déjà nombreuses et variées.

9. Toutes les questions de développement doivent être envisagées du point de vue pratique, en se rappelant que le rôle des Nations Unies est avant tout d'aider et de guider les autorités nationales, qui sont en dernière analyse responsables de la mise en œuvre des programmes. Or, les propositions, recommandations et projets proposés sont si nombreux qu'ils deviennent parfois une source d'embarras pour les pays auxquels ils s'adressent. Il ne faut pas oublier qu'une proposition, aussi admirable soit-elle, doit être mise en œuvre, et que, finalement, le seul critère permettant de juger de la valeur des activités des Nations Unies sera d'ordre essentiellement pratique: l'importance de sa contribution à l'instauration d'un ordre économique mondial meilleur.

10. M. BOLIN (Suède) dit que l'on s'accorde généralement à penser que la future Décennie des Nations Unies pour le développement doit être soigneusement préparée et appuyée par des décisions politiques appropriées, tant à l'échelon national qu'à l'échelon international. Afin de pouvoir servir de cadre à une stratégie internationale du développement, dans lequel viendraient s'inscrire les plans régionaux et nationaux des pays en voie de développement, il est essentiel de fixer des objectifs réalistes pour les années 1970, en vue d'inciter les gouvernements de tous les pays à adopter les politiques et les mesures permettant de les réaliser. Si les pays en voie de développement sont responsables au premier chef de leur développement économique, il n'en reste pas moins que l'un des objectifs essentiels de la Décennie devra être de leur assurer la coopération des pays développés, et il est indispensable de mobiliser l'opinion publique à cette fin.

11. La nouvelle Décennie doit, par ailleurs, permettre d'harmoniser et de renforcer les activités des organismes des Nations Unies dans le domaine économique et social, et de leur fournir un cadre pour l'élaboration de programmes d'assistance à long terme pour les pays en voie de développement.

12. Les suggestions formulées par le Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales dans son exposé liminaire à la 1180^{ème} séance (A/C.2/L.1002), notamment en ce qui concerne la nécessité d'envisager la prochaine Décennie comme un "cadre de référence" et de créer un mécanisme de surveillance internationale en vue d'intégrer les efforts communs, méritent réflexion. Il serait trop ambitieux de vouloir, selon un processus de "programmation continue" réévaluer chaque année les besoins et les objectifs des plans arrêtés, mais

^{1/} Publication des Nations Unies, numéro de vente: F.68.XIII.2.

il est indispensable de prévoir des révisions périodiques. S'agissant des "déterminants" du développement, évoqués également par M. de Seynes dans sa déclaration, la délégation suédoise note que l'objectif de 1 p. 100 fixé pour le courant de l'assistance financière continuera d'inciter les pays développés à poursuivre, voire à intensifier, leurs efforts en vue d'accroître le courant de l'aide extérieure. La Suède, et avec elle d'autres petits pays donateurs, a pris des engagements dans ce sens et son aide publique, indépendamment de l'assistance privée, atteindra en 1974-1975 l'objectif de 1 p. 100 calculé sur la base du produit national brut. D'autre part, le pays a déjà annoncé des contributions accrues à certaines institutions internationales de développement, notamment à l'Association internationale de développement et au PNUD, pendant la période de trois ans commençant avec l'exercice 1968-1969. La délégation suédoise fait observer que, si des engagements à plus long terme étaient pris par les grands pays donateurs, la planification économique et sociale s'en trouverait considérablement améliorée, et les institutions internationales de développement seraient mieux à même d'assurer la mise en œuvre de leurs programmes.

13. S'agissant de l'objectif de croissance de 5 p. 100, la délégation suédoise considère qu'il devrait être défini d'une manière plus souple, compte tenu du contexte national ou régional, et qu'il devrait être calculé sur la base du revenu par habitant. D'autre part, l'expression d'un taux de croissance en fonction uniquement du rythme d'expansion économique ne reflète qu'imparfaitement les réalités sociales et économiques d'un pays, et il importe de tenir compte d'un certain nombre de facteurs sociaux. L'éducation et l'emploi, en particulier, sont deux éléments longtemps négligés, qui sont essentiels dans la recherche d'un développement viable et stable. De même, une répartition plus équitable du revenu, notamment grâce à des réformes agraires et fiscales, constitue un élément important d'une politique valable de développement économique et social. Malheureusement, de nombreux pays en voie de développement se trouvent encore dans l'impossibilité d'appliquer les mesures sociales nécessaires, faute de planificateurs sociaux qualifiés. La formation dans ce domaine devrait donc être intensifiée.

14. La délégation suédoise estime, par ailleurs, qu'une planification internationale du développement resterait dénuée de toute signification si elle ne tenait pas dûment compte du problème démographique. Toutefois, elle reconnaît que cette question doit être abordée avec une certaine circonspection.

15. La délégation suédoise appelle l'attention sur l'importance capitale du problème de la détérioration du milieu humain, qui a fait l'objet d'une résolution adoptée à l'unanimité par le Conseil économique et social à sa quarante-cinquième session [résolution 1346 (XLV) du Conseil]. Ce problème, autrefois limité aux pays industrialisés, commence à menacer les pays en voie de développement, et il convient de donner à ces derniers les moyens de lutter contre les effets néfastes de l'industrialisation et de l'urbanisation.

16. Sur le plan des institutions, la délégation suédoise estime que l'ONU et les institutions spécialisées

ainsi que les autres organisations internationales qui s'occupent de développement ont, chacune dans leur domaine, un rôle important à jouer. Il importe de mieux coordonner leurs efforts et d'intégrer les activités entreprises, en particulier celles des institutions spécialisées, sans toutefois retarder la mise en œuvre de leurs programmes. A cette fin, il serait bon de créer un dispositif de surveillance permanent, comme l'a préconisé le Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales (A/C.2/L.1002).

17. M. ZAKHAROV (Union des Républiques socialistes soviétiques) dit que la mise au point du programme de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement se poursuit dans le contexte d'une situation internationale caractérisée par la lutte des forces de la paix contre les forces de la réaction et de la guerre. De nombreux économistes signalent le danger d'un écart de plus en plus large entre les niveaux de vie des pays développés et des pays en voie de développement. La faim et même le manque d'eau sévissent dans diverses régions, et la moitié de la population mondiale ne reçoit pas le minimum nécessaire de protéines. Le rapport du Conseil économique et social à la présente session de l'Assemblée générale indique qu'en Afrique le produit national brut par habitant n'atteignait que 112 dollars en 1966 et qu'au taux de croissance actuelle il faudra 110 ans pour le porter à 300 dollars (voir A/7203, par. 71). Parmi les causes, il faut relever la course aux armements, qui nécessite des dépenses militaires énormes. L'affectation d'une partie de ces moyens au développement économique constituerait un énorme pas en avant pour toute l'humanité. Le Ministre des affaires étrangères de l'URSS, M. Gromyko, a déclaré le 3 octobre devant l'Assemblée générale (voir 1679ème séance plénière, par. 104) qu'il convenait de transférer les ressources utilisées pour la course aux armements au développement économique. Un des points à l'ordre du jour de la session actuelle de l'Assemblée générale (point 94) est intitulé "Mémoire du Gouvernement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques sur certaines mesures urgentes concernant la cessation de la course aux armements et le désarmement". L'adoption des mesures proposées aurait une influence décisive sur le développement.

18. M. Zakharov considère que le programme de la deuxième Décennie doit refléter pleinement les mesures nécessaires à la protection des intérêts économiques des pays en voie de développement: accroissement de la part des pays en voie de développement dans les bénéfices que le capital étranger tire de l'exploitation de leurs ressources naturelles, limitation des sorties de ressources de ces pays sous forme de revenus du capital étranger, respect de la souveraineté de ces pays sur leurs ressources naturelles. Ces questions sont examinées en détail dans le mémorandum présenté par l'Union soviétique à la vingt-deuxième session de l'Assemblée générale^{2/}.

19. M. Zakharov estime, comme le Secrétaire général de la CNUCED, qu'une stratégie globale n'aura d'intérêt que si elle s'accompagne de mesures concrètes. On a pu constater, pendant la deuxième session de la CNUCED, que les puissances occidentales n'avaient

^{2/} Voir Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-deuxième session, Annexes, point 41 de l'ordre du jour, document A/C.2/241.

pas renoncé à maintenir des structures périmées du commerce international. Des structures nouvelles, fondées sur l'égalité, l'avantage mutuel et la non-ingérence sont indispensables. Ces principes avaient été adoptés à une majorité écrasante à la première session de la Conférence^{3/}. Si les pays capitalistes continuent de méconnaître ces principes, il sera difficile de parvenir à une amélioration de la situation économique des pays en voie de développement. L'Union soviétique approuve les principes de la première session de la CNUCED et appuie les demandes formulées par les pays en voie de développement à la deuxième session et visant à éliminer les conséquences du colonialisme et du néo-colonialisme, et à créer une nouvelle division internationale du travail. Elle soutient les demandes d'octroi de préférences sur une base non discriminatoire, de stabilisation des marchés des matières premières et de libéralisation du crédit. Il convient d'accorder une place importante aux problèmes commerciaux et financiers dans le programme d'action de la future Décennie. L'Organisation des Nations Unies s'intéresse davantage depuis quelque temps à l'intégration économique des pays en voie de développement. Il convient de renforcer cette intégration pour qu'elle devienne un facteur important de leur croissance économique. En élaborant le programme de la deuxième Décennie, il faut concentrer les efforts sur les domaines de production les plus rentables et étudier les problèmes relatifs à la redistribution du revenu national, à la création de mécanismes modernes de gestion, au renforcement de la planification, à la réforme agraire démocratique, à l'enseignement, à la formation des cadres et à la participation des masses laborieuses au développement économique national. Les problèmes de redistribution du revenu national qui touchent aux structures sociales sont très complexes, car ils mettent en jeu les aspects les plus délicats de ces structures, mais il est indispensable de les résoudre pour atteindre un niveau d'épargne qui permette des taux de croissance élevés et un accroissement de la consommation. Certains jeunes Etats ont déjà une expérience de la gestion économique moderne liée à l'exécution de plans nationaux fondés sur la mobilisation des sources intérieures d'épargne nationale et la suppression d'institutions désuètes.

20. M. Zakharov récapitule les points essentiels d'un programme pour les années 1970. Il faudra protéger les intérêts des pays en voie de développement et normaliser le commerce mondial dans l'esprit des principes adoptés par la première session de la CNUCED en 1964; baser le programme de la deuxième Décennie sur les plans économiques et sociaux de ces pays, comportant la mobilisation de l'épargne intérieure, la suppression des structures périmées et l'établissement d'un secteur public efficace; élargir la collaboration des pays en voie de développement et des pays développés ainsi que des organismes économiques et des institutions spécialisées des Nations Unies, utiliser pleinement les ressources de main-d'œuvre et élever la qualification des cadres dans les pays en voie de développement.

^{3/} Voir *Actes de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement*, vol. I: *Acte final et rapport* (publication des Nations Unies, numéro de vente: 64.II.B.11).

21. Le représentant de l'Union soviétique relève que de nombreuses déclarations ont accordé une place importante au problème de la régulation des naissances, considéré comme facteur du développement économique. Certes, le doublement probable de la population mondiale en l'an 2 000 pose de sérieux problèmes. Mais il faut d'abord se demander si le rythme de la production vivrière ne peut pas suivre celui de l'accroissement démographique. Les experts de la FAO ont calculé que, pour atteindre une consommation journalière, par personne, de 2 500 calories en l'an 2 000, il faudrait augmenter la production alimentaire de 160 à 300 p. 100 suivant les régions. Un économiste allemand estime que les superficies actuellement cultivées pourraient être triplées. Soixante-dix p. 100 de la population agricole mondiale utilise encore des hoes à bras et des char-ruées de bois, alors que la technique moderne offre des possibilités illimitées à l'agriculture. Plusieurs expériences de la FAO ont montré l'importance des engrais minéraux. Selon l'économiste Josué de Castro, il serait possible de nourrir 10 fois la population actuelle en utilisant les techniques modernes. Il convient de ne pas simplifier le problème et de voir la réalité en face. Les problèmes du développement ne peuvent être résolus sans suppression de la mainmise des monopoles étrangers et des structures coloniales, sans industrialisation, réforme agraire, formation des cadres et large collaboration internationale. Le facteur démographique est très important, et de nombreux pays en voie de développement adoptent des mesures en ce domaine, mais il ne peut s'agir que d'un complément aux mesures économiques.

22. M. Zakharov s'élève contre la conception erronée de l'objectif de 1 p. 100 selon laquelle on oppose le Nord au Sud, au lieu de l'Est à l'Ouest. L'Occident capitaliste est responsable des maux économiques du tiers monde, et il est absurde de vouloir imposer aux pays socialistes l'obligation de réparer les dommages causés par l'impérialisme. Les réalisations de l'Union soviétique sont considérables, et sa marche en avant ouvre de grandes perspectives au tiers monde. L'URSS apporte son aide aux pays en voie de développement et développe sa coopération économique avec eux sur la base de l'égalité des droits et de l'avantage mutuel, en élargissant le nombre des bénéficiaires et en apportant une aide toujours accrue dans de nouveaux secteurs. De 1955 à 1960, le nombre des accords de coopération économique et technique conclus par l'Union soviétique est passé de 2 à 16 et, en 1968, elle coopère avec 35 pays en voie de développement, dont 16 en Asie, 17 en Afrique et 2 en Amérique latine. Le montant de l'aide économique accordée par l'Union soviétique est passé de 130 millions de roubles en 1955 à 5 milliards de roubles — dont 4,5 milliards de crédits à long terme — en 1968. M. Zakharov cite l'exemple de l'industrie de l'acier: l'URSS a installé sur son territoire une capacité de production de 25 millions de tonnes au cours des huit dernières années et a construit en même temps, dans les pays en voie de développement, une capacité de 8 millions de tonnes, soit le tiers de sa propre capacité.

23. La préparation du programme de la deuxième Décennie exige une collaboration de tous les organes économiques de l'ONU et des institutions spécia-

lisées. Loin d'affaiblir le rôle de coordination du Conseil économique et social, il convient de faire de celui-ci un véritable centre de coordination des activités des Nations Unies dans le domaine économique et social. Selon l'Article 62 de la Charte, son rôle essentiel consiste à étudier les diverses activités et programmes de travail des organismes et institutions spécialisées des Nations Unies en vue d'élaborer des recommandations concrètes visant à éliminer les doubles emplois et **accroître** l'efficacité du travail. Les recommandations du Conseil concernant les programmes de tous les organismes des Nations Unies dans les domaines économique, social et culturel devraient avoir force obligatoire. Tous les organes et institutions spécialisées des Nations Unies doivent fournir les renseignements indispensables au Comité du programme et de la coordination, qui est chargé d'étudier ces questions dans le cadre du Conseil économique et social. La délégation soviétique espère que ses observations seront prises en considération, et M. Zakharov rappelle que l'URSS ne recherche pas de privilèges unilatéraux, mais apporte son aide désintéressée aux pays qui luttent pour leur indépendance nationale et économique.

24. M. DEVENDRA (Népal) dit que la première Décennie des Nations Unies pour le développement, aussi décevante soit-elle, a néanmoins permis d'identifier les problèmes économiques du tiers monde et d'aider à arrêter une ligne de conduite plus satisfaisante pour la deuxième Décennie. Il est fort regrettable que, depuis le début des années 1960, certains grands pays donateurs aient réduit dans des proportions considérables le montant de leur assistance économique internationale et que l'exemple des Pays-Bas et de la France, qui l'ont pour leur part augmentée de façon très appréciable, n'ait pas été suivi. A la veille de la prochaine Décennie, il est essentiel de déterminer le montant des engagements que peuvent prendre les pays développés. En effet, c'est le niveau de l'assistance extérieure qui décidera des résultats de la Décennie et, faute d'une volonté politique de la part des pays développés, la situation des pays en voie de développement a peu de chances de s'améliorer.

25. Or, les pays riches se préoccupent toujours davantage de l'expansion de leur propre revenu national. D'un côté, ils réduisent le courant de l'assistance économique au monde en voie de développement, de l'autre, ils se désintéressent de la question de la stabilisation des prix des produits primaires. C'est pourquoi il importe que l'on reprenne le dialogue engagé entre pays riches et pauvres, qui s'est malheureusement interrompu lors de la deuxième session de la CNUCED, et que l'on entreprenne une action internationale concertée.

26. Les pays en voie de développement doivent prendre l'initiative de modifier les structures de leur économie afin de s'adapter aux conditions économiques internationales actuelles. Le Népal, pour sa part, grâce à une réforme agraire complète qui a été très favorablement accueillie par les agriculteurs, a entièrement transformé un système de propriété foncière périmé. Le Gouvernement népalais a mis tout particulièrement l'accent sur l'amélioration du secteur agricole, au cours de la période couverte

par le plan actuel, et a notamment institué un programme d'intégration des villages.

27. Une stratégie globale doit être appuyée par les efforts nationaux et une assistance internationale. Il importe de tenir compte des différents niveaux de développement parmi les pays en voie de développement, et les institutions financières internationales devront fournir une assistance aux pays les plus défavorisés.

28. Il serait bon que le mécanisme de surveillance internationale, dont la création a été proposée par le Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales (A/C.2/L.1002), soit chargé de la répartition équitable de l'assistance économique internationale qui est fournie par le canal d'organismes multilatéraux, et aide également les pays en voie de développement à arrêter un ordre de priorité à l'échelle mondiale et régionale.

29. Le représentant du Népal appelle, en outre, l'attention sur l'importance du rôle que doivent jouer les commissions économiques régionales, de concert avec les autres institutions des Nations Unies, dans la mise en œuvre d'une stratégie globale, au cours de la deuxième Décennie. Dans la préparation de celle-ci, il est indispensable non seulement de fixer les objectifs quantitatifs, mais aussi de connaître l'étendue des moyens qui seront mis en œuvre pour les atteindre. Sinon, la deuxième Décennie risque d'engendrer de nouvelles déceptions.

30. M. GOLDSCHMIDT (Etats-Unis d'Amérique) rappelle que, depuis que la communauté internationale s'est attaquée au problème du développement, on cherche à trouver la clef du processus qui permet à une nation de s'organiser de manière à s'assurer un progrès économique et social continu. On s'est attaché aux problèmes du transfert des capitaux, de l'assistance technique, du transfert des connaissances techniques, etc., et, avec des résultats variables, à ceux de l'éducation, de l'industrialisation et de l'agriculture. Certains ont préconisé un développement équilibré, d'autres insistant pour que la priorité soit accordée à certains secteurs, d'autres enfin préconisant une croissance déséquilibrée. Maintenant, les efforts en vue de définir les priorités ont cédé le pas à une conception plus large et davantage intégrée.

31. Les objectifs explicites de la première Décennie des Nations Unies pour le développement n'ont pas été entièrement réalisés, mais on ne peut pour autant la qualifier d'échec. On en est arrivé à mieux saisir la complexité du problème, et tous les intéressés reconnaissent la nécessité absolue de renforcer la coopération et la coordination des efforts, afin d'utiliser les ressources disponibles de la manière la plus efficace possible. C'est cette nécessité que le Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales a soulignée avec beaucoup d'éloquence et de force dans sa déclaration faite à la 1180ème séance (A/C.2/L.1002). La vision qu'il donne du monde est un véritable défi, qui ne peut être relevé que grâce à la coopération de tous. Les faits montrent que ce défi est relevé par les organismes des Nations Unies. La délégation des Etats-Unis se félicite des progrès réalisés à cet égard par le Comité du pro-

gramme et de la coordination. L'étude actuellement entreprise par le Comité élargi du programme et de la coordination devrait permettre une meilleure compréhension du système des Nations Unies et de son orientation. L'"étude de capacité" réalisée par le PNUD sous la direction de sir Robert Jackson devrait également servir à renforcer l'efficacité des efforts que les Nations Unies consacrent au développement. Par ailleurs, un nouvel esprit de coopération semble s'être instauré dans les relations entre les institutions spécialisées, notamment avec les différentes activités entreprises par la FAO, la CNUCED, l'OIT et l'OMM; l'intégration de ces activités dans la deuxième Décennie permettrait la constitution d'un fonds nécessaire de connaissances que tous pourraient utiliser. L'accent placé sur les efforts de coopération se traduit aussi dans le Centre CNUCED/GATT du commerce international et dans les accords conclus entre l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel et plusieurs institutions spécialisées.

32. Il est également satisfaisant de constater que les organismes des Nations Unies cherchent sérieusement une solution au double problème alimentaire et démographique qu'il faut résoudre pour réaliser des progrès soutenus, rapides et spectaculaires en ce qui concerne l'élévation des niveaux de vie. C'est déjà ce qui s'est passé dans une certaine mesure dans le domaine agricole, où la mise au point de nouvelles variétés de semences et de nouvelles méthodes de culture de céréales et du riz permettent d'espérer qu'on pourra libérer une large partie de la population mondiale du spectre de la faim. Comme l'a dit récemment le Président des Etats-Unis, ces progrès ont permis de gagner le temps nécessaire à la mise en œuvre des politiques de planification familiale. La délégation des Etats-Unis attend avec intérêt le rapport du Secrétaire général sur les protéines comestibles, sujet d'importance capitale pour la deuxième Décennie. En ce qui concerne l'aspect démographique de l'équation, elle se félicite de la résolution approuvée, à sa quarante-cinquième session, par le Conseil économique et social, sur la population et ses rapports avec le développement économique et social [résolution 1347 (XLV)] qui reconnaît la nécessité pour l'ONU et ses institutions spécialisées d'aider les pays en voie de développement, à leur demande, à résoudre les problèmes démographiques. La contribution des Etats-Unis au Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour les activités démographiques indique bien l'importance que ce pays attache à ce problème particulier.

33. La délégation des Etats-Unis est impressionnée par les préparatifs entrepris en vue de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement par tous les organismes des Nations Unies, et en particulier par le Comité de la planification du développement, dont la documentation indique que la planification se situera à un niveau plus élevé que cela a été le cas pour la première Décennie. Il faut particulièrement se féliciter de ce que le Comité envisage des formules régionales, voire nationales, de stratégie du développement. Certains autres faits intervenus tant dans le cadre qu'en dehors des Nations Unies ne sont pas aussi encourageants, mais, avec la coopération de tous, on ira de l'avant.

34. M. BOZA (Pérou) lance un appel aux pays industrialisés afin qu'ils assument leurs responsabilités à l'égard des pays en voie de développement. En effet, la coopération économique internationale doit se développer proportionnellement à l'expansion économique des pays industrialisés. Les pays les moins favorisés assurent principalement leur développement grâce à leurs recettes d'exportation et à l'assistance étrangère. Or, d'une part, le volume de l'assistance est de plus en plus réduit et, d'autre part, ses conditions en sont de plus en plus rigides. En outre, le service de la dette extérieure est chaque année plus lourd. A l'heure actuelle, il absorbe plus de la moitié des capitaux fournis. Il importe donc que les pays riches prennent conscience des données fondamentales du processus de développement des pays moins favorisés, et de ses liens avec les échanges internationaux. Les ressources naturelles sont à la base de leur économie, et c'est pourquoi il est absolument nécessaire de parvenir à une stabilisation des produits primaires et à un élargissement de l'accès aux marchés de pays industrialisés. Sans pour cela chercher à éluder le rôle qui revient aux pays en voie de développement, le représentant du Pérou fait observer que les obstacles extérieurs qui entravent leur politique de développement interne sont difficiles à surmonter. Le Gouvernement péruvien, par exemple, pour protéger ses ressources pétrolières, a été récemment contraint de nationaliser ce secteur.

35. La délégation péruvienne exprime l'espoir que la déclaration du Secrétaire général adjoint inaugure une étape nouvelle plus dynamique dans les activités du Secrétariat, dans le domaine des ressources naturelles. La faillite de la première Décennie est imputable avant tout à l'absence d'une stratégie globale.

36. M. GELEV (Bulgarie) rappelle que, à la quarante-cinquième session du Conseil économique et social, le Gouvernement bulgare a exposé en détail sa position sur certains des problèmes les plus importants de la coopération économique internationale. La question de l'élaboration d'une stratégie internationale du développement pour la prochaine Décennie est au centre des préoccupations des institutions internationales. Il faudra, lors de l'élaboration des principes fondamentaux de cette décennie, examiner les problèmes du développement économique et social en les plaçant dans un contexte plus large qu'on ne l'avait fait pour la première Décennie. L'élimination de toute forme de discrimination dans les rapports économiques et commerciaux, et l'introduction d'une égalité réelle quant aux droits et aux bénéfices de tous les pays participant au commerce international devraient créer des conditions plus favorables au développement économique accéléré des pays en voie de développement et stabiliser leur expansion économique.

37. Si la première Décennie a donné des résultats relativement médiocres, c'est notamment parce qu'il n'a pas été tenu suffisamment compte du caractère complexe des problèmes du développement. Pour la prochaine Décennie, il faudra éviter de se fonder sur une conception plus ou moins abstraite de la situation des différents pays en voie de développement. D'autre part, la division du monde de part et d'autre

d'un axe géographique de la richesse et de la pauvreté risque de transformer l'aide au développement en une opération de bienfaisance, suscitant des remarques peu conformes à la réalité.

38. La Bulgarie se rallie au point de vue exprimé dans le rapport du Conseil économique et social à l'Assemblée générale (voir A/7203, par. 99) selon lequel l'aide extérieure doit compléter l'effort de développement national et non le remplacer. L'aide doit être considérée comme un facteur supplémentaire, dont le but est de stimuler l'organisation rationnelle et la mobilisation des ressources humaines et naturelles des différents pays. Il faut, cependant, s'attacher à sauvegarder les intérêts économiques des pays en voie de développement, à garantir le respect de leur souveraineté sur leurs ressources naturelles et à opérer un contrôle efficace sur les bénéfices des monopoles étrangers établis sur leur territoire.

39. Comme le Comité de la planification du développement, la Bulgarie estime que pour développer et diversifier l'activité économique, il faut mobiliser les ressources en augmentant l'épargne intérieure et en modifiant la structure du commerce extérieur. Cependant, elle ne peut souscrire au point de vue de certains, pour qui le développement industriel ne contribuerait pas à la solution des problèmes des pays en voie de développement. Une telle attitude serait en contradiction évidente avec l'opinion de la quasi-totalité des organismes des Nations Unies, avec les dispositions de la résolution 1940 (XVIII) de l'Assemblée générale et avec les conclusions relatives au rôle particulier de l'industrie lourde figurant dans le document présenté au Comité de la planification du développement par le Centre de la planification, des projections et des politiques relatives au développement, et contenant des estimations préliminaires de certains éléments essentiels d'un projet de schéma de la stratégie internationale du développement (E/AC.54/L.29/Rev.1). En outre, l'expérience accumulée par un grand nombre de pays en voie de développement dans le domaine de l'industrie pourrait revêtir une importance considérable pour d'autres pays. L'étude de cette expérience et de ses possibilités d'application par les autres pays pourrait être une des tâches essentielles à accomplir pendant la Décennie à venir.

40. La très importante question du transfert des connaissances techniques et des brevets aux pays en voie de développement mérite d'être étudiée attentivement par le Comité consultatif pour l'application de la science et de la technique au développement.

41. Le commerce extérieur revêt lui aussi une importance primordiale pour les pays en voie de développement auxquels il devrait permettre d'acquérir les devises nécessaires à l'achat de biens d'équipement. Or, dans la pratique, le commerce extérieur reste une source de déperdition des richesses nationales de ces pays, en raison notamment des prix médiocres des matières premières et des prix élevés des produits industriels. C'est en fonction de la nécessité de résoudre les problèmes existants qu'il faut examiner les résultats de la deuxième session de la CNUCED, qui a été une étape du long et difficile processus de transformation progressive des struc-

tures économiques internationales, transformation qui se heurte à la résistance des forces impérialistes désireuses de maintenir l'état de choses actuel. Il est évident que l'actuel système capitaliste de division internationale du travail n'assure pas aux pays en voie de développement la part équitable des bénéfices sans laquelle il ne peut y avoir de croissance économique. C'est la raison pour laquelle la délégation bulgare a soutenu les pays en voie de développement lors de la deuxième session de la CNUCED, quand ils ont réclamé, à juste titre, une division internationale du travail équitable et la stabilisation des marchés des matières premières.

42. L'élaboration d'une stratégie internationale du développement devrait s'appuyer sur le principe que la planification de l'économie doit être l'œuvre des pays intéressés. La délégation bulgare est heureuse de constater qu'il est admis que les pays intéressés doivent participer directement au travail d'élaboration des principes fondamentaux de la Décennie.

43. Le point de vue exprimé par M. Gelev s'inspire de l'expérience de son pays qui lui permet mieux de saisir la gravité des problèmes auxquels ont à faire face les pays et les peuples qui, par suite de la domination coloniale, sont en retard dans leur développement. Au cours des quatre dernières années, les relations économiques de la Bulgarie avec l'étranger se sont développées à un rythme accéléré, grâce au dynamisme de toute l'économie bulgare. Aussi la Bulgarie peut-elle accorder, à un certain nombre de pays en voie de développement, une aide qui prend de plus en plus le caractère et les formes d'une coopération sincère, durable et mutuellement profitable.

44. La délégation bulgare est profondément convaincue qu'il est impossible de discuter de ces problèmes et de les résoudre, en faisant abstraction de la situation et du climat politiques mondiaux. La coopération économique internationale serait certes plus aisée si les peuples pouvaient s'employer à résoudre leurs problèmes dans une atmosphère de paix durable et si les ressources humaines et matérielles affectées actuellement à des fins militaires pouvaient être consacrées à la solution des problèmes économiques et sociaux les plus urgents, comme l'a dit le Secrétaire général dans son rapport annuel sur l'activité de l'Organisation à la présente session de l'Assemblée générale (A/7201).

45. M. ALLEN (Royaume-Uni) estime que le débat qui a fait suite au brillant exposé du Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales (A/C.2/L.1002) a été très constructif, encore que certaines délégations aient jugé bon de réitérer des arguments bien dépassés contre l'impérialisme. On a entendu répéter à satiété que la première Décennie des Nations Unies pour le développement était un échec. C'est là un point de vue auquel la délégation britannique ne saurait se rallier malgré les déceptions que cette décennie a suscitées. La Décennie a été proclamée dans la résolution 1710 (XVI) de l'Assemblée générale, qui fixait comme but pour les pays en voie de développement un taux minimum de croissance annuelle de 5 p. 100 au bout de 10 ans. La Décennie a encore deux ans à courir, et le taux de croissance moyen de l'ensemble des pays en voie de dévelop-

pement se situe aux alentours de 4,8 p. 100. Comme les chiffres définitifs ne seront pas connus avant trois ans, il reste possible que l'objectif visé soit réalisé pleinement, contrairement aux prévisions pessimistes de certains. Peut-être considérera-t-on, en 1971, que la Décennie a été couronnée de succès. Quoi qu'il en soit, il ne peut s'agir que d'un succès modéré. Il ne faut pas oublier toutefois qu'il s'agissait de la première tentative d'effort concerté de la communauté internationale, que certains objectifs manquaient de réalisme et que l'action était limitée au domaine économique. Les efforts déployés dans le cadre de la deuxième Décennie porteront également sur l'enseignement, la santé, le développement communautaire, etc. Il est aussi permis de supposer que les gouvernements et les organismes des Nations Unies seront mieux équipés pour agir grâce à l'étude de capacité dont sir Robert Jackson a été chargé par le PNUD et aux travaux du Comité du programme et de la coordination.

46. La stratégie à appliquer au cours de la deuxième Décennie portera donc sur un domaine beaucoup plus étendu, qu'il est cependant impossible de définir exactement pour le moment. C'est au Conseil économique et social qu'il faudra laisser le soin de le faire à un stade ultérieur. Toutefois, il semble que les directives devront être élaborées avec suffisamment de souplesse pour permettre des ajustements et des corrections éventuels. Mais, on ne doit pas s'imaginer que l'élaboration de cette stratégie sera facile. C'est ainsi, par exemple, que si les priorités nationales doivent l'emporter sur toute autre considération, il est possible qu'elles ne correspondent pas toujours aux priorités mondiales. On se heurtera également à des problèmes tels que l'explosion démographique, l'insuffisance des ressources alimentaires, et notamment la crise des protéines. Par contre, on peut s'attendre à une évolution favorable dans certains secteurs. C'est ainsi que l'on peut espérer voir augmenter sensiblement l'aide extérieure, plusieurs pays ayant accepté d'appliquer la recommandation relative à l'objectif de 1 p. 100. Il faut espérer que les pays socialistes d'Europe orientale l'accepteront aussi.

47. On ne saurait traiter des problèmes des pays en voie de développement en méconnaissant les problèmes que connaissent aussi les pays développés; la stratégie du développement doit être élaborée en fonction des limites matérielles de chacun. De l'avis de la délégation britannique, la Deuxième Commission doit tout faire pour éviter les doubles emplois et les chevauchements graves, mais c'est au Conseil économique et social qu'il appartiendra, en dernière analyse, de contrôler l'exécution du plan élaboré pour la Décennie. Quoi qu'il en soit, il ne faut pas oublier que le développement est un processus naturel: la communauté internationale doit veiller à ce que ce processus se déroule dans les meilleures conditions, elle doit lui donner certaines impulsions, mais elle doit se garder de s'ingérer dans les affaires intérieures des Etats.

48. M. BAKOTO (Cameroun) déclare que les différents exposés et l'importante déclaration du Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales ont fait ressortir une idée essentielle,

à savoir que le développement des pays pauvres dépend de la volonté politique des Etats.

49. S'il y a un échec de la Décennie, c'est parce que les recommandations qui ont été faites n'ont pas rencontré de la part des gouvernements l'adhésion nécessaire. Les diverses instances internationales qui ont analysé le problème du sous-développement ont indiqué les moyens, tant internes qu'externes, propres à le résorber. Le Cameroun essaie, dans la mesure du possible, de suivre ces recommandations. Mieux, il pratique une politique libérale destinée à attirer les capitaux étrangers et il apporte une gamme de produits qui le font figurer en bonne place parmi les pays africains. Néanmoins, la situation économique des pays d'Afrique n'est pas très encourageante. Diverses constatations ressortent de l'étude des documents de la BIRD, du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce), de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), de la FAO: dans les pays pauvres, le rythme de développement a ralenti en 1966 par rapport à la période 1960-1965, l'aide financière n'a pratiquement pas augmenté et les efforts des pays riches ont diminué, la charge du service de la dette a augmenté, la consommation mondiale des produits manufacturés provenant des pays riches a augmenté deux fois plus rapidement que la consommation des produits primaires en provenance des pays en voie de développement, et, enfin, la production alimentaire par habitant n'a jamais été aussi basse dans les pays en voie de développement.

50. Lors de la 1189^{ème} séance, le représentant de l'Iran a rappelé les succès que peuvent obtenir les Etats ou la communauté internationale, dès lors qu'ils ont la volonté politique de réussir. Il semble donc que, au cours de la présente session, les représentants des Etats Membres devraient indiquer dans quelle mesure leur gouvernement entend se consacrer à la réalisation des objectifs définis ou à définir. Il le faut d'autant plus que, dans le cas des pays en voie de développement, les relations économiques internationales constituent le moteur même du développement économique.

51. En ce qui concerne les préparatifs de la prochaine Décennie, il semble que tout gravite, en définitive, autour de l'idée émise par M. de Seynes, d'après laquelle il faudrait lancer un plan d'action articulé, comportant une évaluation des besoins, assorti d'objectifs chiffrés et de prescriptions politiques, et qui servirait de cadre de référence raisonnable. De l'avis de la délégation camerounaise, il faudrait, dans le cadre de ce plan, évaluer les besoins de chaque pays ou groupe de pays, préconiser des réformes, formuler des suggestions quant aux mesures à adopter sur le plan interne et fixer la durée de cette action.

52. Il faudrait, en outre, prévoir des rencontres périodiques destinées à préciser le degré de réalisation des objectifs préconisés et à apporter éventuellement des corrections et des ajustements. Et enfin, il faudrait faire participer tous les organismes et tous les Etats à son élaboration, pour éviter les chevauchements et les doubles emplois et, partant, les déperditions d'énergie. Mais ici encore, la définition d'une stratégie globale du dévelop-

pement et sa mise en œuvre dépendent de l'adhésion des pays Membres de l'Organisation. On se souviendra que la réussite du plan Marshall a été due à la volonté politique qui l'inspirait. Il ne suffit pas de lancer une proclamation pour réussir. Cependant, l'échec de la présente Décennie ne provient pas d'une conception par trop étroite de l'économie mondiale, qui ne tiendrait compte que des problèmes des pays en voie de développement, mais du défaut de concordance entre les problèmes traités et la réalité internationale. Au lieu d'augmenter, la part des pays en voie de développement dans le commerce international a diminué à la suite des négociations tarifaires Kennedy. Alors que l'industrialisation des pays en voie de développement s'impose, c'est une notion démodée de division internationale du travail qui continue de prévaloir. Ce que veulent les pays en voie de développement, c'est une aide qui leur permette de récolter plus tard les fruits de leurs efforts.

53. Selon Mme SAILER (Autriche), l'expérience acquise au cours de la présente Décennie des Nations Unies pour le développement prouve clairement la nécessité d'aborder de façon globale, systématique et intégrée les problèmes du développement économique et social.

54. Si l'enthousiasme de la communauté internationale pour ces problèmes fléchit — comme l'ont dit un certain nombre de représentants —, cela ne doit pas être nécessairement interprété comme un signe exclusivement négatif. Cela veut peut-être dire, en effet, que ces questions sont maintenant envisagées d'un point de vue moins passionné mais plus rationnel et réaliste.

55. L'aide au développement étant étroitement liée à la planification du développement, il est de plus en plus important de comprendre, de modifier et d'évaluer plus à fond les procédures et les instruments de planification du développement, d'autant que cette planification est en soi un phénomène économique et sociologique récent. A mesure que l'aide au développement devient une tâche permanente de la collectivité internationale, il devient de plus en plus important d'obtenir des résultats concrets et d'évaluer l'efficacité de l'assistance fournie. Le développement ne peut être réduit à un simple ensemble de chiffres; la croissance économique doit être également évaluée en fonction des éléments sociaux et humains qui font partie du processus de développement.

56. Si les données chiffrées de l'expansion économique sont importantes, il ne faut pas perdre de vue cependant l'incidence de cette expansion sur les structures sociales existantes, le changement étant un corollaire nécessaire du processus de développement.

57. Il faut tenir compte des modifications de la structure sociale et de l'influence du progrès technique, de l'industrialisation et de l'urbanisation sur les entités sociales fondamentales telles que la famille, l'école, la collectivité. De plus, en planifiant

les projets de développement, il faut prévoir, dès le début, les effets indirects du processus de développement sur le plan social afin d'assurer un processus de croissance harmonieux et non discontinu. En effet, le progrès matériel se solderait par un échec s'il avait des répercussions néfastes sur la structure sociale, qui offre sécurité et stabilité, ainsi que le moyen d'orienter l'individu dans un monde qui se transforme rapidement.

58. Le Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales a déclaré, dans son exposé d'une profondeur remarquable (A/C.2/L.1002), que, pour préparer la deuxième Décennie, il faut notamment établir un diagnostic. Cela signifie qu'il faudrait s'attaquer, au cours de la deuxième Décennie, non seulement aux symptômes mais bien aux causes profondes, ce qui revient à dire que les généralisations doivent être à tout prix évitées. Il faut trouver des moyens d'assistance qui conviennent aux différents stades de développement ainsi qu'aux particularités et aux aptitudes de certaines catégories de pays.

59. Dans la mesure où l'assistance fournie doit être évaluée, il ne faut pas appliquer systématiquement des règles quantitatives; il faut tenir compte également des facteurs historiques. C'est ainsi que, du fait de sa situation de pays sans littoral, l'Autriche, par exemple, a surtout établi des relations avec les pays qui l'entourent.

60. A l'exception des solides liens traditionnels qui l'unissent aux pays du Proche et du Moyen-Orient, l'Autriche n'a eu, par le passé, que peu de relations économiques avec les pays en voie de développement. Toutefois, depuis une dizaine d'années, l'Autriche joue un rôle très actif en ce qui concerne l'aide au développement, tant bilatérale que multilatérale; son effort d'assistance s'est progressivement élargi du point de vue géographique et quantitatif. Ainsi, depuis 1966, l'Autriche a doublé sa contribution au PNUD et a l'intention de l'accroître pour 1969.

61. Pour rendre son assistance plus efficace, l'Autriche concentre ses efforts dans ce domaine sur les secteurs dans lesquels, compte tenu de son expérience et de ses réalisations ainsi que des besoins particuliers des pays en voie de développement, son aide peut être le plus utile. Parmi ces secteurs figurent la production d'énergie, notamment d'énergie hydro-électrique, les ressources en eaux, l'industrie sidérurgique, la prospection géologique, l'élevage, la sylviculture et le tourisme.

62. Le Gouvernement autrichien ayant décidé de mettre en œuvre un programme d'assistance à moyen terme, dont l'élaboration a été confiée à un comité interministériel, l'Autriche pourra, à l'avenir, mieux coordonner son assistance avec les programmes de la Décennie des Nations Unies pour le développement. En outre, elle a conclu avec la Suisse un accord concernant la coopération technique avec les pays en voie de développement.

La séance est levée à 18 h 15.

